

## La discrimination sexiste et les inégalités dans les différentes régions

Les attitudes, convictions et pratiques qui servent à exclure les femmes sont souvent solidement enracinées et sont très souvent associées à des normes culturelles, sociales et religieuses. Mais les enquêtes, les sondages d'opinion et les monographies montrent bien la prévalence de la discrimination sexiste sur le sexe dans un grand nombre de pays.

Dans le cadre d'un sondage Gallup réalisé dans cinq pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, El Salvador et Mexique), la moitié des personnes interrogées ont estimé que la société avantage les hommes par rapport aux femmes. Au Brésil, 20 pour cent seulement des personnes interrogées, hommes et femmes, considèrent que la société traite les deux sexes sur un pied d'égalité, tandis que plus de la moitié des personnes interrogées de ce pays et de l'Argentine voisine ont estimé qu'il n'y a pas d'égalité des chances en matière d'emploi entre les femmes et les hommes. Ces résultats sont tirés d'un échantillon de petite taille, mais ils pourraient bien signaler une prise de conscience plus large de la discrimination sexiste fondée sur le sexe dans la société.

L'examen des attitudes sociales quant à des questions spécifiques, telles que l'accès à l'éducation et les possibilités de création de revenus pour les femmes, montre encore mieux l'étendue de la discrimination sexiste et les comparaisons que l'on peut faire entre les pays. Il ressort des World Value Surveys (Enquêtes sur les valeurs dans le monde) qu'une proportion inquiétante d'hommes – qui, comme le montre ce rapport, ont souvent la haute main, au sein du ménage, sur l'allocation des ressources aux services essentiels, tels que l'éducation et les soins médicaux – considèrent que l'enseignement universitaire est plus important pour un garçon que pour une fille (*voir Figure 1.2, page 6*).

Les deux tiers des hommes interrogés au Bangladesh indiquent qu'en ce qui concerne l'enseignement supérieur, les garçons devraient passer avant les fil-

les – opinion que l'on retrouve chez au moins un tiers des hommes interrogés en République islamique d'Iran, au Mexique et en Ouganda, entre autres pays –, mais, dans certains pays, les opinions des hommes sur cette question ont été moins discriminatoires, un homme interrogé en Chine sur 10 seulement et moins d'un sur 13 aux États-Unis partageant ce point de vue.

Ces opinions en matière d'éducation trouvent dans une large mesure leur équivalent dans les attitudes à l'égard du travail des femmes et de leur participation à la vie politique. Plus de 80 pour cent des hommes de sept pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord estiment que lorsque les emplois sont rares, les hommes ont davantage le droit de travailler que les femmes, et qu'ils font de meilleurs responsables politiques que les femmes. Dans d'autres régions, la proportion des hommes affichant ces opinions est moindre, mais reste importante.

L'enquête a montré que les femmes peuvent nourrir des opinions également discriminatoires à l'égard de leur propre sexe, sans toutefois être aussi négatives. Un nombre étonnamment élevé de femmes interrogées ont approuvé ou ont approuvé vigoureusement l'observation selon laquelle les hommes font de meilleurs responsables politiques que les femmes – c'est le cas de plus de la moitié des femmes interrogées au Bangladesh, en Chine, en Ouganda et en République islamique d'Iran, de plus d'un tiers des femmes interrogées en Albanie et au Mexique et d'une femme interrogée sur cinq aux États-Unis. Cela montre que les attitudes discriminatoires à l'égard des femmes et des filles ne sont pas uniquement le fait des hommes : elles reflètent également des normes et des mentalités qui peuvent être communes à l'ensemble de la société. Les études ont montré que lorsque les femmes rejettent ces normes et que l'on ne fait plus autant pression sur elles pour qu'elles s'y conforment, leurs choix et valeurs sont très différents.

Tout en éclairant les opinions ayant cours dans la société, ces sondages d'opinion et ces enquêtes ne peuvent pas donner la mesure exacte de la discrimination sexiste. Il faudrait pouvoir disposer d'indicateurs quantifiables pour mieux comprendre les inégalités et les injustices découlant de cette discrimination à l'égard des femmes et des filles. Mais bon nombre d'enquêtes et de recensements nationaux et internationaux n'étant souvent pas ventilés par sexe, ces indicateurs sont relativement rares. Néanmoins, la conclusion que l'on peut tirer des données disponibles semble claire : les inégalités entre les sexes demeurent solidement ancrées dans toutes les régions du monde.

Le Programme des Nations Unies pour le développement a essayé de rendre compte de la discrimination fondée sur le sexe à l'aide d'un indicateur unique, l'indicateur de la participation des femmes (IPF), qui évalue l'égalité des sexes dans des domaines essentiels de la participation économique et politique à la prise de décisions. L'IPF englobe le revenu perçu estimatif (facteur déterminant du poids d'un membre de la famille en ce qui concerne les décisions familiales), le pourcentage de femmes occupant des postes de responsabilité et le pourcentage de femmes parlementaires. L'autonomisation des femmes telle qu'elle est évaluée par l'IPF est la plus faible dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud, et la plus forte dans les pays industrialisés, mais on constate d'importantes variations d'une région à l'autre.

Les pays pauvres ont généralement les niveaux de participation des femmes plus faibles, mais rien ne permet d'affirmer que les inégalités entre les sexes diminuent automatiquement lorsque les niveaux de revenus sont plus élevés. Il s'ensuit que le faible revenu n'est pas nécessairement un obstacle à l'augmentation du niveau de participation des femmes.

*Voir Références, page 88.*